



**PRÉFET
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 27/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GONIN TP CARRIERES

ZA Le Coquilla
38110 Saint-Clair-de-la-Tour

Références : 20240327-Is051SS

Code AIOT : 0006106996

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2024 dans l'établissement GONIN TP CARRIERES implanté LD Communaux des Brosses 38390 Parmilieu. L'inspection a été annoncée le 06/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GONIN TP CARRIERES
- LD Communaux des Brosses 38390 Parmilieu
- Code AIOT : 0006106996
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Parmilieu est autorisée par l'arrêté préfectoral n°DDP-DREAL-UD38-2023-04-13 du 12

avril 2023 pour une durée de 30 ans, sur une superficie de 235 000 m² et pour une production maximale annuelle de 140 000 tonnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 1.10.3	Demande d'action corrective	3 mois
6	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 3.2	Demande d'action corrective	3 mois
8	nuisances sonores, vibrations	Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 5.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	nature des installations	Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 1.2.5	Sans objet
3	gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 1.10.4	Sans objet
4	gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 1.10.5	Sans objet
5	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 2.1.2	Sans objet
7	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 3.4.1	Sans objet
9	condition d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 7.2.2	Sans objet
10	condition d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 7.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une amélioration sur la propreté des camions accédant à la voirie publique est attendue.

Une justification de la valeur de vitesse particulière enregistrée lors du tir du 6 octobre 2023 est à produire, compte-tenu de l'absence d'enregistrement indiqué sur le compte-rendu de tir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 1.2.5
Thème(s) : Situation administrative, consistance des installations autorisées

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La présente autorisation vaut pour une exploitation de roche massive (calcaire) devant conduire en fin d'exploitation à une remise en état agricole et écologique suivant le plan de phasage joint en annexe 2 du présent arrêté.</p> <p>L'exploitation est comprise entre les cotes 250 et 285 m NGF.</p> <p>La quantité maximale de matériau brut à extraire (hors terres de découverte) est 1,6 millions de m³ soit environ 3,8 millions de tonnes.</p> <p>Le volume des terres de découverte est de 28 000 m³.</p> <p>La production moyenne annuelle autorisée est de 117 000 tonnes/an.</p> <p>La production maximale autorisée est de 140 000 tonnes/an.</p> <p>La hauteur maximale des fronts en exploitation en cours est de 15 m.</p> <p>Les apports de déchets inertes sont autorisés dans le cadre du remblayage et de la remise en état.</p> <p>La quantité totale de déchets inertes valorisés en remblayage est de 450 000 m³, soit environ au maximum 15 000 m³/an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le plan d'exploitation a été mis à jour le 20 décembre 2023.</p> <p>Les côtes fond de fouille figurent sur ce plan.</p> <p>Elles sont supérieures aux cotes fond de fouille prescrites.</p> <p>Aucun apport de déchets inertes extérieurs n'a encore été réalisé sur ce site.</p> <p>La production déclarée par l'exploitant pour l'année 2023 est inférieure à la production moyenne autorisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : gestion de l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 1.10.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, accès voirie publique circulation interne</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'utilisation des voies se fait en accord avec leur gestionnaire.</p> <p>L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.</p> <p>Le débouché de l'accès de la carrière sur la voie publique est pré-signalisé de part et d'autre par les panneaux et panonceaux de dangers réglementaires.</p> <p>les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.</p> <p>A cet effet, un dispositif permettant le nettoyage efficace des roues des véhicules est mise en place avant leur sortie sur la voie publique.</p> <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur du site. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et par une information appropriée (à minima, affichage du plan de circulation à l'entrée du site).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'accès à la voirie publique est aménagé afin de permettre une insertion sécurisée et avec une bonne visibilité sur celle-ci.</p>

<p>La piste d'accès au site est recouverte d'enrobé sur plusieurs centaines de mètres.</p> <p>L'inspection constate néanmoins que:</p> <ul style="list-style-type: none"> – de la boue est entraînée sur la voie publique (il pleuvait le jour de l'inspection). – le plan de circulation n'est pas affiché à l'entrée du site. <p>L'exploitant déclare faire intervenir, si nécessaire, une balayeuse ou/et une arroseuse pour éviter le transport de poussières et/ou de boue sur la voirie.</p> <p>L'exploitant déclare également qu'il ne s'assure pas du bâchage des véhicules transportant des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5mm.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit prendre des mesures plus efficaces pour éviter le transport de boues sur la voie publique.</p> <p>Le plan de circulation sera affiché à l'entrée du site ainsi que l'obligation de bâchage des bennes en cas de transport d'une fraction de matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm ou mettre en place un dispositif équivalent (arrosage des bennes par exemple).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : gestion de l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 1.10.4</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Moyen de pesée</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose d'un dispositif conforme à un modèle approuvé métrologiquement et contrôlé périodiquement permettant de mesurer le tonnage de matériaux extraits. L'exploitant pourra proposer un dispositif équivalent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate qu'un pont-bascule est présent sur le site.</p> <p>L'exploitant précise que les chargeuses disposent de pesons embarqués.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : gestion de l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 1.10.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, sécurité du public</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées</p>

résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : L'inspection constate la présence d'un portail à l'entrée et de clôtures sur la périphérie du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des retombées de poussière
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est réalisé et mis en œuvre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières.
Constats : L'exploitant déclare que la première campagne du plan de surveillance est en cours, du retard ayant été pris dans la mise en œuvre de cette surveillance.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : le rapport de cette campagne sera adressé à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvement et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Le site ne dispose pas de point de prélèvement en nappe souterraine. L'exploitant met en place une organisation efficiente pour s'assurer de disposer de l'eau nécessaire pour le fonctionnement de la carrière (raccordement au réseau public, récupération des eaux de ruissellement ou transport d'une citerne à eau sur site). La consommation d'eau est enregistrée toutes les semaines. Un comptage spécifique est effectué pour les eaux utilisées dans le cadre du lavage des matériaux (eaux recyclées et eaux prélevées dans le milieu naturel). Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection constate que le site ne dispose pas de point de prélèvement en milieu souterrain. Les eaux de circulation dans le massif sortant sur le carreau sous forme de résurgence sont dirigées vers un bassin permettant leur utilisation pour le lavage des matériaux. L'exploitant déclare avoir lavé environ 15 000 t de matériaux en 2023. Les eaux utilisées ne sont

<p>pas comptabilisées.</p> <p>Les eaux issues du lavage sont dirigées vers un bassin de décantation dont l'exutoire est un bassin d'eau claire.</p> <p>Le surplus des eaux de circulation dans le massif est dirigé vers un point bas permettant son évacuation vers le milieu naturel</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réfléchir à la mise en place d'un comptage de l'eau utilisée pour les activités de lavage des matériaux et d'arrosage des pistes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Protection des ressources en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 3.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, réseau de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance de la qualité des eaux infiltrées à travers les remblais apportés sur le site sur les lieux de leur résurgence (au moins un point de suivi en aval). Cette surveillance est réalisée deux fois par an. Les emplacements choisis pour ces ouvrages doivent être pérennes et non remis en cause par l'exploitation de la carrière.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le suivi n'est pas mis en place car aucun remblayage n'a encore été réalisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : nuisances sonores, vibrations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 5.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, suivi des vibrations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 2,5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations. Au moins deux points de mesure sont mis en place, dont un se situe sur une habitation proche du site.</p> <p>Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures (vibration et surpression aérienne) en chaque point.</p> <p>Sur les sismogrammes recueillis, il conviendra qu'apparaissent :</p> <p>la date et l'heure de tir,</p> <p>les vitesses particulières,</p>

le lieu de l'enregistrement, l'onde de surpression aérienne.
Constats : Les tirs de mines font l'objet d'un suivi sur deux points : le village de Chanoz et une maison d'un particulier à Parmilieu. les résultats du dernier tir (6 octobre 2023) ont été examinés. L'inspection constate que la fiche de résultats indique une absence de déclenchement de l'enregistrement et pas de détection d'onde de surpression aérienne alors qu'une vitesse particulière radiale de 3,45mm/s est mentionnée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant sollicitera le prestataire ayant réalisé le tir afin d'avoir une explication sur l'incohérence de la fiche.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : condition d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, généralités
Prescription contrôlée : I. L'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission mentionné à l'article 7.2.3. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets. En lieu et place de ce plan, l'exploitant peut mettre en place un système de géolocalisation des dépôts de déchets inertes. Un relevé topographique du site doit être réalisé préalablement à l'acceptation des déchets inertes sur site. II. L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur. Ce mode d'exploitation permettra de limiter la partie superficielle des déchets soumise aux intempéries. IV. L'exploitant installe à proximité du lieu de déchargement des camions un container recueillant les déchets non autorisés à condition qu'ils soient présents en faible quantité. L'exploitant évacue ces déchets vers les filières de traitement adaptées.
Constats : Le plan n'est pas établi, aucun déchet inerte n'étant accepté à ce jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : condition d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 7.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, conditions d'admission des déchets inertes
Prescription contrôlée :

Les déchets admissibles sont listés en annexe 4

Les déchets interdits pour le remblayage sur le site sont :

des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe III de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;

des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;

des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;

des déchets non pelletables ;

des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;

des déchets radioactifs.

Constats :

aucun déchet inerte n'a encore été déposé sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite